

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 26 juin 2023
(Convocation du 20 juin 2023)

Aujourd'hui, le 26 juin 2023 à 08h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	8
• Voix	8
Présents	
• Nombre	6
• Voix	6
Pouvoirs	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

Suffrages exprimés		
Pour		
• Nombre	6	
• Voix	6	
Contre		
• Nombre	0	
• Voix	0	
Abstention		
• Nombre	0	
• Voix	0	

Étaient présents :

Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

Mme Dominique Degos, M. Thierry Carrère

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles, Vice-Présidente

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Conventions - Ressource en eau - Convention de mise à disposition de la communauté de communes des Coteaux du Val d'Arros de l'emprise du parking du réservoir de l'Arrêt-Darré

Exposé des motifs :

Le réservoir de soutien d'été de l'Arrêt-Darré a été mis en service en 1996 et confié en gestion à la CACG sous forme de concession jusqu'en mars 2023. Cet ouvrage d'une capacité de 10 millions de mètres cubes couvre une superficie maximale en eau de 110 hectares et minimale de 15 hectares. Il a vocation à réalimenter les cours d'eau de l'Arros (65/32) et l'Adour (32/40) et assure une fonction multi-usages contribuant au bon état des milieux, à la dilution des rejets d'une vingtaine de stations d'épuration (33 762 équivalents habitants) et à la compensation des prélèvements à l'aval (essentiellement 8 200ha SAU et 260 exploitations agricoles). Dans l'objectif de fonder cet ouvrage dans le futur contrat de délégation de service public à renouveler au 1^{er} janvier 2024, un avenant de prolongation de la concession Arrêt-Darré a été signé avec la CACG pour porter l'actuel contrat au 31 décembre 2023.

Comme tous les ouvrages de soutien d'été du bassin de l'Adour, au-delà même de la fonction d'utilité publique affectée à cet outil technique et dans la limite des conditions de sécurité et d'équilibre économiques propres à chaque équipement, le réservoir de l'Arrêt-Darré, de par sa vocation multi-usages, est de nature à permettre et accueillir des activités annexes compatibles avec sa fonction première. Ainsi depuis sa création, certaines utilisations ont été autorisées à titre précaire à la demande d'acteurs locaux divers, publics ou privés et un certain nombre de manifestations ponctuelles se tiennent sur ou en proximité du réservoir.

Une convention initiale prévoyait la mise à disposition au profit de la communauté de communes du parking d'accès au réservoir qui se situe sur la commune de Coussan, ainsi qu'une partie de la parcelle AC 288 afin de pouvoir agrandir ce parking. Cette convention étant échue au terme de la concession il convient d'envisager les conditions de son renouvellement.

Vu la délibération n°64/2021 du comité syndical en date du 22 septembre 2021 concernant l'élection de Monsieur Paul Carrère en tant que Président de l'Institution Adour,

Vu la délibération n°122/2021 du comité syndical en date du 29 septembre 2021 concernant les délégations au Bureau et notamment l'approbation des conventions avec toute personne morale ou physique,

Considérant les liens entre l'établissement public territorial de bassin et la communauté de communes des Coteaux du Val d'Arros,

Considérant la nécessité de s'assurer, dans le cadre du multi-usages, de la compatibilité des activités avec les objectifs d'utilité publique, les impératifs de sécurité et le nécessaire équilibre économique du réservoir de soutien d'été de l'Arrêt-Darré,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'autoriser la convention d'usage sur le réservoir de soutien d'été de l'Arrêt-Darré ainsi que la mise à disposition au profit de la communauté de communes des Coteaux du Val d'Arros du parking et de la parcelle AC 228 situés sur la commune de Coussan,
- d'autoriser le président à signer la convention tripartite avec la communauté de communes des Coteaux du Val d'Arros et la CAGC concessionnaire telle qu'annexée à la présente,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 26 juin 2023 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE

Envoyé en préfecture le 28/06/2023

Reçu en préfecture le 28/06/2023

Publié le

ID : 040-254002264-20230626-230626H1867H1-DE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



CONVENTION

Mise à disposition d'une parcelle appartenant à l'Institution Adour sur le site du réservoir de soutien d'été de l'Arrêt-Darré

**Entre :**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n°2023_B_xx en date du 26 juin 2023, ci-après dénommée : l'EPTB

Et :

La Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne, domiciliée Chemin de Lalette - CS 50449 - 65004 TARBES Cedex, représentée par son directeur général, Willy Luis, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n°XXX en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommé : la CACG

Et :

La communauté de communes des Coteaux du Val d'Arros, domicilié au 15 place d'Astarac - Maison du canton - 65190 Tournay, représentée par son président, Cédric Abadia, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n°XXX en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommé : la communauté de communes

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 1992, communes d'Angos, Bordes, Coussan, Gonez, Lansac, Laslades, Lespouey, Lhez, Sinzos - Ruisseau de l'Arrêt-Darré - Règlement d'eau, construction et exploitation du barrage réservoir de l'Arrêt-Darré et de ses ouvrages annexes,

Vu l'arrêté interpréfectoral du 8 juillet 1996 portant règlement d'eau du barrage réservoir de l'Arrêt-Darré,

Vu la délibération n°2023_B_xx en date du 26 juin 2023 de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Vu la délibération n°XX en date du jj mmmm aaaa de la CACG approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Vu la délibération n°xx du conseil communautaire de la communauté de communes des Coteaux du Val d'Arros en date du xx approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Considérant le contrat de concession entre l'Institution Interdépartementale pour l'Aménagement Hydraulique du Bassin de l'Adour (Institution Adour) et la Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne, portant sur la réalimentation de l'Arros et de l'Estéous - Réservoir de l'Arrêt-Darré et ouvrages annexes, signée pour une durée de 30 ans et échu au 16 mars 1993,

Considérant l'avenant signé avec la Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne, portant sur la réalimentation de l'Arros et de l'Estéous et prorogeant le contrat de concession jusqu'au 31 décembre 2023,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT





Article 1. Objet de la convention

L'Institution Adour est propriétaire du réservoir de soutien d'étiage de l'Arrêt-Darré situé dans le département des Hautes-Pyrénées sur les communes d'Angos, Bordes, Coussan, Gonez, Lansac, Laslades, Lespouey, Lhez et Sinzos.

Un parking est actuellement présent au niveau de l'entrée du site sur la commune de Coussan parcelle AC228. En 2021 la communauté de communes des Coteaux du Val d'Arros a sollicité l'Institution Adour pour la mise à disposition d'une partie de la parcelle AC228 sur la commune de Coussan, afin d'agrandir et de procéder à des aménagements sur le parking existant.

L'Institution Adour a alors décidé, en prenant en considération l'accord de son concessionnaire la CACG, de répondre favorablement à cette demande, sous réserve de respecter les contraintes de sécurité en termes d'aménagement et de distance vis-à-vis des ouvrages du réservoir (notamment la digue principale).

La présente convention précise les modalités de mise à disposition d'une partie de la parcelle AC228 sur une superficie de 2 200 m² (plan annexé à la présente), les conditions d'aménagements et d'entretien consenties à la communauté de communes des Coteaux du Val d'Arros, sur la propriété de l'Institution Adour, dont la concession est prorogée jusqu'en décembre 2023 à la CACG.

Les conditions de cette convention sont acceptées par toutes les parties qui s'engagent à les faire respecter sans réserve.

La parcelle AC228 pour une superficie de 2 200 m² est mise à disposition gracieusement auprès de la communauté de communes des Coteaux du Val d'Arros, qui en reçoit l'usage en connaissance de l'état et de l'occupation actuels, et ne pourra prétendre à aucune indemnité pour cette mise à disposition en cas de nécessité de travaux pour l'aménagement.

Il est rappelé que l'usage premier du réservoir est le soutien d'étiage à vocation multi-usages et que le niveau d'eau sera amené à diminuer durant la campagne de réalimentation, et que l'accès aux ouvrages du réservoir est interdit au public.

Article 2. Conditions générales de mises en œuvre - engagement des parties

2.1. Travaux d'aménagement (agrandissement) et d'entretien du parking :

Il existe actuellement un parking à l'entrée du site du réservoir de l'Arrêt-Darré, parking entretenu par la communauté de communes des Coteaux du Val d'Arros.

Suite à une fréquentation dense en période estivale, il est envisagé d'agrandir le parc de stationnement existant.

Le projet comprend l'aménagement et la réfection du parking existant : reprise du stationnement, traitement paysager, environnemental et végétalisation de l'espace.

Conjointement à cette reprise du stationnement, une extension est prévue pour accroître la capacité de stationnement des véhicules afin de sécuriser les abords du site et d'éviter les stationnements dangereux le long de la départementale 21.

L'ensemble de ce projet prévoit un parc de stationnement de près de 80 places dans un environnement champêtre conservé et s'intégrant au site.

L'entretien de cette extension sera pris en compte par les services de la Communauté de Communes.

Après la mise à disposition d'une partie de la parcelle AC228, et sous réserve de validation des travaux d'aménagement et des modalités d'entretien du nouveau parking par l'Institution Adour, et la CACG, la communauté de communes des Coteaux du Val d'Arros prendra en charge d'un point de vue financier, administratif et technique tous les travaux d'aménagement puis d'entretien courant du parking du réservoir de l'Arrêt-Darré.





Durant les phases d'aménagement du nouveau parking puis d'entretien, l'accès aux engins de la communauté de communes des Coteaux du Val d'Arros ou de ses prestataires, est interdit sur la digue principale du réservoir, sur les parcelles en pied de digue (présence de dispositifs d'auscultation du réservoir), sur la partie non mise à disposition de la parcelle AC228 ainsi que dans la cuvette du réservoir.

Les milieux naturels présents en bordure du plan d'eau devront impérativement être préservés. Aucune pollution ne devra impacter le site (présence de milieux naturels terrestres et aquatiques sensibles), et la communauté de communes des Coteaux du Val d'Arros s'engage à assurer l'ordre et la propreté des abords du réservoir, pour ce qui la concerne.

2.2. Signalétique d'accès au plan d'eau

La signalétique présentant l'accès au parking et aux abords du réservoir sera sous la responsabilité de la Communauté de Communes.

2.3. Financement

Tous les aménagements nécessaires au nouveau parking et autres usages sous maîtrise d'ouvrage de la communauté de communes des Coteaux du Val d'Arros seront pris en charge financièrement et techniquement par la communauté de communes des Coteaux du Val d'Arros.

2.4. Aménagements

Si la communauté de communes des Coteaux du Val d'Arros souhaite réaliser de nouveaux aménagements à l'usage des promeneurs autres que ceux visés dans la présente convention, il est convenu que leur réalisation est conditionnée à un accord écrit donné par l'Institution Adour et la CACG. Bien entendu, ces aménagements seront réalisés en respect des droits des tiers et sous réserve des possibles procédures administratives nécessaires.

2.5. Restriction de circulation

La circulation étant réglementée sur les parcelles de l'Institution Adour, les véhicules devront obligatoirement être garés sur le parking.

Article 3. Prévention des risques

3.1. Veille sanitaire

Des restrictions d'usages et d'interventions seront mises en place en lien avec la présence de cyanobactéries. La CACG (ou l'Institution Adour) informera la communauté de communes des Coteaux du Val d'Arros lors de la présence de cyanobactéries, avec les restrictions d'usages appliquées sur le site, notamment pour les titulaires de conventions de mise à disposition des parcelles de l'Institution à des tiers, et application également des restrictions aux interventions pour l'entretien et autres actions de la communauté de communes des Coteaux du Val d'Arros sur le site (risque bactériologique).

3.2. Risque de chute et noyade

L'application de la présente convention peut induire la réalisation de travaux à proximité d'un plan d'eau et d'ouvrages hydrauliques. Il est notamment rappelé que l'accès aux ouvrages hydrauliques présents sur et en bas des digues est interdit en raison des risques de chute et de la présence d'ouvrages sensibles et sous tension.





3.3. Plan de prévention des risques

Les prestations - qui exposent aux risques bactériologiques, risque de noyade, chute d'une hauteur supérieure à 3 m, ou d'ensevelissement - relèvent des « travaux dangereux » au sens de l'Arrêté du 19 mars 1993 et doivent faire l'objet d'un plan de prévention des risques.

Ainsi, en cas d'interventions d'entreprises extérieures, le plan de prévention interne à fournir par le titulaire sera établi en intégrant ces risques.

Ce plan de prévention sera co-signé par le titulaire du marché et par le maître d'ouvrage des travaux (communauté de communes des Coteaux du Val d'Arros) puis notifié avec l'acte d'engagement, avant toute intervention sur le terrain.

De même, dans le cadre d'interventions en régie, les personnels de la communauté de communes des Coteaux du Val d'Arros seront sensibilisés à ces risques.

Article 4. Qualité des eaux

L'Institution Adour et la CACG se dégagent de toute responsabilité en termes de qualité des eaux. Il est rappelé que ce réservoir de soutien d'étiage ne fait pas l'objet d'un suivi de la qualité des eaux de baignade, ni d'aucun suivi de la qualité de ses eaux. En conséquence, la baignade est interdite sur l'ensemble de la propriété de l'Institution Adour.

Article 5. Utilisation du réservoir

Le réservoir de soutien d'étiage de l'Arrêt-Darré, concerné par la présente, a une vocation prioritairement hydraulique. Il est utilisé pour réalimenter les rivières tributaires (Arrêt-Darré, Arros et Estéous) afin d'y satisfaire des besoins en eau de toute nature.

L'Institution Adour est liée par une Concession d'Aménagement à un gestionnaire pour l'exploitation de ce réservoir de soutien d'étiage qui est la Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne - CACG.

Il est rappelé que les lâchers ou prélèvements peuvent être importants en période d'étiage, entraînant une baisse régulière de niveau. Le niveau du réservoir peut être très bas en fin d'étiage lors des saisons particulièrement sèches.

L'autorisation de circulation autour du réservoir, et de stationnement sur la parcelle AC228, peut être suspendue à tout moment par l'Institution Adour ou la CACG si nécessaire.

La communauté de communes des Coteaux du Val d'Arros ne pourra émettre aucune réclamation du fait de l'exploitation hydraulique du réservoir, et des variations du niveau d'eau et du volume stocké.

De plus, si la nécessité l'oblige, l'Institution Adour ou la CACG sont tenues d'assurer l'entretien technique des installations hydrauliques et des barrages. À ce titre, elles se réservent le droit de procéder aux vidanges réglementaires permettant d'assécher les ouvrages. Pour éviter l'asphyxie du poisson, l'Institution Adour ou la CACG maintiendra le culot piscicole nécessaire à la survie du poisson.

La communauté de communes des Coteaux du Val d'Arros s'engage à tenir informés les promeneurs de la réglementation du stationnement des véhicules à proximité du réservoir, avec mise en place d'une signalétique correspondante.

Le stationnement est autorisé sur le parking à l'entrée du site qui sera réaménagé, sans qu'il entrave le libre accès aux ouvrages d'exploitation.





Article 6. Responsabilité

La responsabilité de l'Institution Adour ne sera en aucun cas engagée en cas d'accident ou de préjudice dont les promeneurs ou les tiers pourraient être victimes du fait de l'exercice des droits de stationnement, d'aménagement et d'entretien courant, concédés à la communauté de communes des Coteaux du Val d'Arros.

L'attention de la communauté de communes des Coteaux du Val d'Arros est à nouveau attirée sur la vigilance à observer à l'égard de la fréquentation des berges ou du plan d'eau par d'autres partenaires ou usagers, en particulier les pêcheurs, et sur le respect des zonages faisant la part de chacun, afin que l'usage récréatif du réservoir de l'Arrêt-Darré se fasse de façon concertée et en toute quiétude pour chacun.

En cas d'observation d'anomalies sur les plans d'eau ou d'usages non autorisés du réservoir, l'Institution Adour et la CACG devront en être informées au plus tôt.

Article 7. Durée de la présente convention et modalités de révision

La présente convention engage les trois parties à partir de sa date de signature jusqu'à la date de fin de contrat de concession prorogé entre l'Institution Adour et la CACG, c'est-à-dire le 31 décembre 2023.

Elle ne pourra pas être renouvelée par tacite reconduction mais pourra faire l'objet d'une nouvelle convention avec l'Institution Adour.

Des bilans annuels pourront être réalisés afin de connaître la fréquentation du site. De même, les problèmes éventuels rencontrés seront soulevés.

Une réunion sera organisée 2 mois avant la fin de la présente convention afin de réaliser un bilan complet de cette opération et de prévoir éventuellement une nouvelle convention.

En cas d'inobservation par l'une des trois parties des dispositions de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée à l'initiative de l'autre partie un mois après une mise en demeure restée sans effet, adressée par courrier recommandé avec accusé de réception à la partie défaillante. De même, la présente convention pourra être suspendue par l'Institution Adour ou la CACG pour des raisons d'usage de soutien d'étiage du réservoir ou pour la sécurité des ouvrages du réservoir.

Pour tout litige ou toute mesure auxquels pourrait donner lieu l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et en cas d'absence d'accord amiable, l'instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est la suivante : Tribunal Administratif de Pau, Villa Noullobos - 50 cours Lyautey, BP 543, 64010 PAU Cedex - Tél. : 05.59.84.94.40 - Fax : 05.59.02.49.93 - Courriel : greffe.ta-pau@juradm.fr

Article 8. Redevance

La mise à disposition est accordée à titre gratuit par le maître d'ouvrage, l'EPTB.

Article 9. Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.

Article 10. Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau.





Fait en 3 exemplaires originaux.

A Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président de l'Institution Adour

Willy Luis
Directeur général de la CACG

Cédric Abadia
Président de la communauté de communes des
Coteaux du Val d'Arros

projet



Annexe 1 : Plan parcellaire - Localisation de la surface mise à disposition

